

Le double jeu turc

Autor(en): **Allain, Philippe**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): - **(2007)**

Heft 6

PDF erstellt am: **26.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-346764>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



« (...) un pont est une création artificielle qui relie deux entités solides, mais ne fait partie d'aucune d'entre elles. Quand les dirigeants turcs qualifient ainsi leur pays, c'est un euphémisme confirmant qu'il est bel et bien déchiré. »

Samuel Huntington, *Le choc des civilisations*, (trad.) Odile Jacob, Paris, 1997.

Le double jeu turc

Cap Philippe Allain

Officier de carrière, FOAP aviation 31

Turquie européenne ou non? Le billet d'Euro a tranché : la Turquie n'y figure... qu'à moitié ! Aux heures d'une crise diplomatique et militaire sans précédent entre la République turque et la province kurde du nord de l'Irak, les Etats-Unis doivent gérer la confrontation entre deux de leurs principaux alliés de la région. L'occasion se présente de s'interroger sur les fondements et ensuite sur les possibilités de développement de la stratégie turque afin de formuler quelques hypothèses sur l'évolution de la crise.

La République de Turquie se fonde sur les cendres de la Première Guerre mondiale. Combattant pour ne pas disparaître, dépecée par les Alliés au Traité de Sèvres qui aurait consacré la disparition de la Turquie, elle a rétabli son unité nationale et son intégrité territoriale après une Guerre d'Indépendance de 4 ans. Victorieuse, reconnue au Traité de Lausanne de 1923, la Turquie a recherché la reconnaissance et la protection de son statut d'abord auprès des Alliés, puis des Allemands, ensuite des Soviétiques et finalement, depuis 1945, auprès des Américains.

Politiquement, la Turquie s'est constituée sur la volonté de Mustafa Kemal, brillant et victorieux général de la Guerre d'Indépendance, pour qui l'objectif fut de rompre les liens avec le passé de l'Empire ottoman en mettant la Turquie sur le train de l'occidentalisation à grande vitesse. Cette révolution appelée kémaliste a pris des traits autoritaires, surtout dans l'imposition de la laïcité. L'islam public n'a pas disparu pour autant, puisqu'il est une revendication politique de l'actuel gouvernement (Président et Premier Ministre). Depuis ses débuts, la Turquie digère mal les divergences de vue entre un Etat administratif, judiciaire et militaire aux accents profondément kémalistes et une population moins laïque actuellement représentée par le gouvernement.

Les fondements économiques de la stratégie naissent à

Byzance, Constantinople puis Istanbul qui marquent la pérennité de la plateforme économique entre l'Europe et l'Asie. La Turquie vit de son commerce, et le « Made in Turkey » prospère. Par contre, la mauvaise gestion des affaires économiques pousse le pays à abandonner son potentiel économique aux risques de corruption ou de réseautage mafieux.

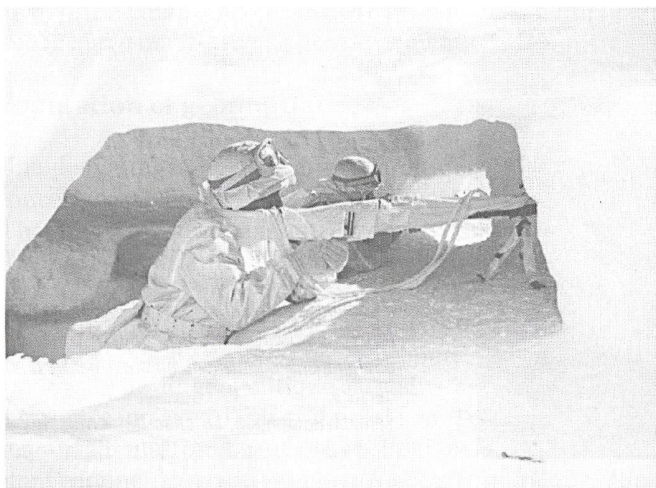
Du point de vue géostratégique, trois éléments d'importance mondiale cohabitent ici. D'abord, les Détroits du Bosphore et des Dardanelles ont fait de Byzance et de Constantinople une capitales d'Empire convoitée. Ensuite, la Turquie se situe entre l'Europe et les réserves gazières et pétrolières du centre de l'Asie. Enfin, la Turquie possède de gigantesques réserves en eau qui constituent, pour la plupart des pays du Moyen Orient, principalement en aval, une condition de développement et de survie.

Un autre fondement stratégique de taille est déterminé par l'allié américain. Depuis 1952, la Turquie fait partie de l'OTAN. Il fallait à l'Amérique, selon les théories d'Alfred Mahan, une base de projection et des points d'appuis solides sur les détroits et les routes. Suivant les préceptes de Nicholas Spykman ou Zbigniew Brzezinski, la Turquie contribue donc à l'endiguement du *Heartland*, c'est-à-dire la masse eurasiatique.

Le dernier fondement de la stratégie turque est peut-être son nationalisme. La Turquie continue en effet de revendiquer des territoires vers la Grèce et le Nord de l'Irak, à nier la spécificité ethnique du peuple kurde, et à rêver d'une grande Turquie s'étendrait de la Mer Noire à la Chine, en passant d'abord par Kirkouk.

Un bilan stratégique contrasté

Globalement, la Turquie joue le jeu de Washington qui est toujours un soutien militaire par exemple avec la



livraison de missiles de croisière à longue portée, pour faire face à la menace des *Shahab* iraniens menaçant l'ensemble du territoire turc. Sur le plan militaire, Ankara appuie toujours discrètement Tel-Aviv. Dans les questions énergétiques, le soutien turc au pipeline Tbilissi-Bakou-Ceyhan permet d'endiguer les efforts russes au Moyen-Orient.

Néanmoins, sur le plan régional, Ankara joue sa carte parfois jusqu'à la crise. On se souvient qu'en 2003 déjà, les troupes américaines n'ont pas reçu l'autorisation de transiter par le Nord pour déferler sur l'Irak. L'opinion publique turque s'oppose majoritairement à une alliance dans des aventures jugées anti-musulmanes. La Turquie cherche à maximiser ses relations de voisinage et n'hésite pas à travailler avec l'Iran et la Syrie, ou à s'approvisionner en Gaz du côté de Moscou.

Quant au nationalisme, il se cristallise autour des menaces militaires turques en direction du Kurdistan nord-irakien. De plus, Ankara a bien tenté de s'étendre culturellement malgré ses ressources économiques encore trop faibles. Mais vers les Balkans, l'Afghanistan ou le Liban, la Turquie joue son rôle comme partenaire de l'OTAN et se présente comme le porte-étendard d'un Islam occidentalisé et apaisé.

Double jeu ou « *Sonderweg* pragmatique » ? Du point de vue d'Ankara, il s'agit toujours de maximiser sa position régionale, alliant les signes d'ouverture vers l'Islam comme vers l'Occident. L'objectif est également d'améliorer la croissance économique. Mais avant tout, la Turquie va loin pour préserver son unité nationale. Au cœur des préoccupations sécuritaires se trouve l'émancipation d'un Kurdistan autonome, qui encouragerait les Kurdes de Turquie à s'affirmer politiquement, projet contre lequel Ankara pèsera de tout son poids.

Mais la stratégie turque a ses limites. Premièrement, les standards occidentaux en matière de protection des minorités condamneraient une intervention militaire turque contre les Kurdes et lui fermeraient durablement les portes de l'Union Européenne.

Deuxième limite : l'absence de parallélisme entre les aspirations des kémalistes et celles de l'Islam politique confronterait toute action forte à une absence de cohérence stratégique. Le risque que la Turquie bascule dans une crise politique contraint le pays à une diplomatie prudence dans l'application de sa stratégie.

Troisième limite, l'absence d'autonomie nucléaire qui fait de la Turquie une puissance définitivement moyenne dans la région. Dans le domaine du « *hard power* », la future figure de proue de la région sera peut-être l'Iran, mais pas la Turquie. Quant au niveau du « *soft power* », la Turquie ne gère pas encore assez bien la synthèse euro-islamique.

Si la Turquie semble exploiter chaque possibilité de maximiser sa position entre Islam et Occident – ce qu'on pourrait appeler un double jeu – force est de constater que l'émergence d'un Kurdistan autonome, ou la reconnaissance du génocide arménien, sont aussi les fruits d'un double jeu des Occidentaux, en vue sûrement d'isoler Ankara et d'endiguer la portée de ses poussées nationalistes par la déstabilisation de sa gouvernance.

Un pont solide aux têtes fragiles

Si elle veut continuer à maximiser sa position en Occident et au sein de l'Islam, la Turquie semble limitée par les implications de sa lutte pour préserver son unité et ne devrait pas employer jusqu'à la guerre tous les moyens de son impressionnant arsenal militaire. Elle pourrait par contre développer des ressources plus diplomatiques et plus politiques. Par contre, dans la lutte contre le terrorisme kurde, son armée puissante lui permet de faire monter les enchères pour que Washington durcisse sa position au Nord de l'Irak. La visite de Condoleeza Rice et les promesses de lutte contre le PKK semblent lui donner raison.

On comprend mieux le double-jeu, les exagérations nationalistes et la tendance à la surenchère militaire de la Turquie si l'on tient compte des fondements de sa stratégie. Mais sa nature définit aussi une incompatibilité essentielle avec la culture de résolution politique et diplomatique des conflits prônée par l'Union Européenne.

Laisser la Turquie hors d'Europe permettrait finalement à Ankara de continuer son « *Alleingang* stratégique » et laisserait aux Américains le soin de régler la question du *leadership* et des règles du jeu dans le monde musulman.

Ph. A.

Un effort de modernisation porte actuellement sur l'infanterie, apte à opérer en terrain montagneux comme en mer Egée, en étroite collaboration avec la Marine et les Forces aériennes. (© Forces armées turques)

